



PLAN GÉNÉRAL SIMPLIFIÉ DE COORDINATION

Aménagement du 5e étage de la CCI pour accueillir le PTF et l'ENPJJ - DIJON (21) - DIJON

N° d'Affaire : C25032668M0001
N° de Chrono : 3
N° de Version : 1

Date de validation : 19-02-2025

Lieu d'intervention :

Aménagement du 5e étage de la CCI pour
accueillir le PTF et l'ENPJJ - DIJON (21)
2 AVENUE DE MARBOTTE
21000 DIJON

Coordonnateur :
CHRISTOPHE BABINSKI

Ce PGC a été validé par :
Christophe BABINSKI

COORDINATION SECURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ

| Phase conception | Phase réalisation |
|--|---|
| <u>Coordonnateur Titulaire :</u> BABINSKI CHRISTOPHE 4 RUE LOUIS DE BROGLIE DIJON 21070 <u>Coordonnateurs Suppléants :</u> JEROME CHAUSSARD | <u>Coordonnateur Titulaire :</u> BABINSKI CHRISTOPHE 4 RUE LOUIS DE BROGLIE DIJON 21070 <u>Coordonnateurs Suppléants :</u> JEROME CHAUSSARD PIERRE ALEXANDRE FOREST |

HISTORIQUE DU PGC

| N°Chrono | Version | Validé par | Date | Origine et objet des révisions et additifs |
|----------|---------|---------------------|------------|--|
| 3 | 1 | Christophe_BABINSKI | 2025-02-19 | Le Plan Général de Coordination initial est élaboré antérieurement au Dossier de Consultation des Entreprises. |

PRÉAMBULE

Ce document a été établi à la demande du Maître d'Ouvrage par le Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé pour répondre aux exigences de l'article L4532-8 du code du travail. Il contient les règles liées à l'organisation des moyens communs, en prenant en compte la co-activité simultanée ou successive, en vue d'harmoniser les mesures de prévention prises par chacune des entreprises.

Il est fondé sur les principes généraux de prévention, définis à l'article L4121-2.

Les principes 1, 2, 3, 5, 6, 7 et 8 sont applicables au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS ; les principes 1 à 9 sont applicables aux entrepreneurs ; les principes 1, 2, 3, 5 et 6 sont applicables aux travailleurs indépendants.

Le Plan Général de Coordination constitue une pièce du dossier de consultation des entreprises, y compris des sous-traitants et des travailleurs indépendants, les dispositions qu'il comporte étant de nature à influencer notamment sur les sommes à engager pour réaliser les travaux.

Les éléments contenus dans ce plan ont force de données de base pour les entreprises contractantes. Celles-ci devront en tenir compte pour établir leur Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.

Le Plan Général de Coordination est complété et adapté par le coordonnateur en fonction de l'évolution du chantier.

Tous les documents émis par APAVE à l'intention du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre, de l'OPC, des entreprises, y compris les entreprises sous-traitantes, sont normalement adressés aux différents destinataires par mail. Les réponses et documents émis par les intervenants à destination d'APAVE le sont également par mail. Les intervenants souhaitant utiliser un autre mode de transmission (forme papier pour les documents volumineux par exemple), doivent en informer le coordonnateur SPS. Les courriels envoyés par APAVE auront comme émetteur prénom. nom@apave.com et comporteront des pièces jointes au format.pdf et/ou .doc, dans lequel nom prénom correspond au nom et prénom de l'intervenant APAVE qui a validé les documents transmis.

Les intervenants du chantier doivent prendre toutes dispositions dans le paramétrage de leur messagerie, afin de permettre la bonne réception des courriels et des pièces jointes

SOMMAIRE

| | |
|---|-----------|
| RENSEIGNEMENTS GENERAUX DE L'OPERATION..... | 6 |
| Descriptif de l'opération..... | 6 |
| Intervenants de l'affaire..... | 7 |
| Liste des lots et des entreprises intervenantes..... | 8 |
| MODALITES D'ACCES ET DE COOPERATION DES PERSONNES ET DES ENTREPRISES..... | 10 |
| • Modalités d'accès des personnes sur le chantier..... | 10 |
| • Modalités d'accès des entreprises contractantes et sous traitantes sur le chantier..... | 11 |
| • Modalités d'accès des « prestataires » et fournisseurs-livreurs..... | 12 |
| • Règles et consignes particulières au chantier..... | 13 |
| MESURES GENERALES LIEES A L'ENVIRONNEMENT, A L'EXISTANT ET AU SITE..... | 14 |
| • Accès au site du chantier..... | 14 |
| • Environnement du chantier..... | 15 |
| • Etat de l'existant et particularités du site..... | 15 |
| • Réseaux existants liés à l'ouvrage..... | 15 |
| • Matériaux dangereux existants..... | 16 |
| INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES PROCHES DU CHANTIER..... | 17 |
| • Activités ou établissements proches du chantier..... | 17 |
| • Chantier situé à l'intérieur d'un site en activité..... | 17 |
| INSTALLATIONS DE CHANTIER ET DE CANTONNEMENT..... | 19 |
| • Plan d'installation de chantier..... | 19 |
| • Clôture de chantier..... | 19 |
| • Cantonnements..... | 20 |
| • Parking véhicules..... | 20 |
| • Utilités..... | 21 |
| • Nettoyage et évacuation des déchets..... | 21 |
| ORGANISATION DES SECOURS..... | 22 |
| • Moyens d'alerte..... | 22 |
| • Moyens de secours..... | 22 |
| MESURES GENERALES D'ORGANISATION ET DE COORDINATION..... | 24 |
| • Planification et coactivité..... | 24 |
| • Circulation du personnel..... | 25 |

| | |
|--|-----------|
| • Protections collectives..... | 25 |
| • Manutentions et levage..... | 26 |
| • Equipements de travail communs..... | 26 |
| • Equipements, matériels, matériaux et produits : stockage et utilisation..... | 27 |
| • Travaux particuliers..... | 27 |
| • Essais et mise en service des installations de l'ouvrage..... | 28 |
| ANNEXES..... | 29 |

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPÉRATION

Descriptif de l'opération**Opération**

Aménagement du 5e étage de la CCI pour accueillir le PTF et l'ENPJJ - DIJON (21)

Adresse de l'opération

2 AVENUE DE MARBOTTE
21000 DIJON

Ouvrages à réaliser

Immeuble de bureaux et locaux administratifs

Calendrier

Date début des travaux : 07-04-2025
Durée totale des travaux : 3 mois

Descriptif de l'opération :

Aménagement du 5e étage de la CCI pour accueillir le Pôle Territorial de Formation (PTF) et l'Ecole Nationale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse (ENPJJ) - DIJON (21)
(changement des sols souples, abattement de cloisons pour transformation des bureaux en salles de formation et câblage courant faible et courant fort - installations existantes conservées en majorité)

Effectifs

Effectif moyen prévisible : 5
Effectif de pointe prévisible : 10

Compte tenu de la durée prévisible du chantier et de l'effectif prévisionnel des travailleurs appelés à intervenir, le maître d'ouvrage a classé cette opération en Catégorie 3 au sens de l'article R.4532-1 du Code du Travail.

Mode de consultation

Type de marché

Marché : public

Mode d'appel d'offre

Appel d'offre : ouvert

Intervenants de l'affaire
Conduite d'opération

| Rôle dans l'affaire | Raison sociale | Représentants | Adresses postales | Adresses Mails | Téléphones |
|---------------------|--|-------------------|---|-----------------------------------|------------|
| Maîtrise d'ouvrage | Secretariat General Du Ministere De La Justice | | Immeuble Le Mathis 4 Rue Leon Mauris Cs 21077 Dijon Cedex | | |
| Maîtrise d'ouvrage | Secretariat General Du Ministere De La Justice | Thibaud PERRUSSEL | Immeuble Le Mathis 4 Rue Leon Mauris Cs 21077 Dijon Cedex | thibaud.perrussel@justice.gouv.fr | 0345215137 |
| MOE | ARCHIDUCS | | 10 Rue Courtépée 21000 DIJON | | |
| MOE | ARCHIDUCS | JORDI | 10 Rue Courtépée 21000 DIJON | jordi@archiducs.fr | |
| Maîtrise d'œuvre | B27 | | 2, Rue René Char CS 66 606 21066 DIJON CEDEX | r.solnon@archimen.net | 0380539595 |

Coordination SPS

| Rôle dans l'affaire | Raison sociale | Représentants | Adresses postales | Adresses Mails | Téléphones |
|---|----------------|------------------------|---------------------------------------|-----------------------------------|------------|
| Coordination SPS Conception (titulaire) | APAVE | BABINSKI CHRISTOPHE | 4 RUE LOUIS DE BROGLIE 21070 DIJON | christophe. babinski@apave.com | |
| Coordination SPS Conception (suppléant) | APAVE | CHAUSSARD JEROME | 4 RUE LOUIS DE BROGLIE 21070 DIJON | jerome.chaussard@apave.com | |

Coordination SPS

| Rôle dans l'affaire | Raison sociale | Représentants | Adresses postales | Adresses Mails | Téléphones |
|--|----------------|----------------------------|---------------------------------------|---------------------------------------|------------|
| Coordination SPS Conception (suppléant) | APAVE | FOREST PIERRE ALEXANDRE | 4 RUE LOUIS DE BROGLIE 21070 DIJON | pierre-alexandre. forest@apave.com | |
| Coordination SPS réalisation (titulaire) | APAVE | BABINSKI CHRISTOPHE | 4 RUE LOUIS DE BROGLIE 21070 DIJON | christophe. babinski@apave.com | |
| Coordination SPS réalisation (suppléant) | APAVE | CHAUSSARD JEROME | 4 RUE LOUIS DE BROGLIE 21070 DIJON | jerome.chaussard@apave. com | |
| Coordination SPS réalisation (suppléant) | APAVE | FOREST PIERRE ALEXANDRE | 4 RUE LOUIS DE BROGLIE 21070 DIJON | pierre-alexandre. forest@apave.com | |

Liste des lots et des entreprises intervenantes
Désignation des entreprises titulaires

Les entreprises titulaires seront désignées par le Maître d'ouvrage en fonction du marché et de l'allotissement retenu : voir liste ci-après.

Désignation des sous-traitants

Lors de la remise des offres, et avant toute intervention sur le chantier, les entreprises titulaires de un ou plusieurs lots, sont tenues de préciser le nom des sous-traitants qui participeront à la construction de l'ouvrage. Ces sous traitants devront être agréés par le Maître d'ouvrage.

| N° lot | Nom du lot | Entreprise | Adresse postal |
|--------|--------------------------------------|------------|----------------|
| 01 | DEMOLITION - PLATRERIE - PEINTURE | | |
| 02 | REVETEMENTS SOLS SOUPLES | | |
| 03 | MENUISERIES INTERIEURES | | |
| 04 | CVC | | |
| 05 | ELECTRICITE | | |

Les informations relatives aux titulaires des marchés et sous-traitants éventuels seront tenues à jour tout au long de l'opération au travers du Registre Journal par le coordonnateur.

Liste des entreprises

Les informations relatives aux titulaires des marchés et sous-traitants éventuels seront tenues à jour tout au long de l'opération au travers du Registre



Journal par le coordonnateur.

MODALITES D'ACCES ET DE COOPERATION DES PERSONNES ET DES ENTREPRISES

| <i>Introduction</i> | Mise en Oeuvre | Suivi Entretien | Délais |
|--|------------------------|--------------------|---------------|
| | Toutes les entreprises | Coordonnateur, MOE | Avant interv. |
| <p>L'ensemble des mesures de prévention décrites dans le chapitre, regroupe les mesures d'organisation générale du chantier prises en concertation avec le Maître d'œuvre et les sujétions du Coordonnateur en matière de Sécurité et de Protection de la Santé.</p> <p>Les acteurs désignés pour la mise en oeuvre sont responsables de la mise en place effective des moyens de prévention définis, ils peuvent proposer des moyens différents à la condition que ceux ci soient d'une efficacité équivalente.</p> <p>Chaque entreprises devra préciser dans son PPSPS les mesures et moyens de prévention qu'elle met en place ainsi que les moyens mis à sa disposition. Il appartient à chaque chef d'entreprise de faire respecter les mesures définies par l'ensemble du personnel, sous sa subordination, affecté sur le chantier.</p> | | | |

• **Modalités d'accès des personnes sur le chantier**

| <i>Personnes autorisées à accéder au chantier</i> | Mise en Oeuvre | Suivi Entretien | Délais |
|--|----------------|-----------------|----------------|
| | MOA | MOA | Durée chantier |
| <p>Le chantier est interdit au public. Les personnes pouvant y accéder sont celles concernées par les travaux, et à ce titre, autorisées par le Maître d'ouvrage, soit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les personnes appartenant à la Maîtrise d'ouvrage désignées pour participer à l'opération, • les personnes appartenant à l'Assistance Maîtrise d'ouvrage si elle existe, • les personnes appartenant à la Maîtrise d'œuvre et bureaux d'études associés désignées pour l'opération, • les personnes appartenant aux bureaux de contrôle retenus par la Maîtrise d'ouvrage, • les Coordonnateurs SPS de l'opération, • les salariés, y compris intérimaires, désignés par les entreprises titulaires d'un contrat les liants au Maître d'ouvrage, • les salariés, y compris intérimaires, désignés par les sous-traitants déclarés au maître d'ouvrage et agréés par lui, • les prestataires de service, livreurs, contrôleurs, chauffeurs, formateurs, personnels chargés de la maintenance, commerciaux, etc., désignés par l'entreprise faisant appel à leurs services, • les représentants des administrations et des organismes officiels de prévention : Inspection du travail, DREAL, CARSAT (Ex. CRAM), CGSS, OPPBTP, médecins du travail des entreprises, • Toutes autres personnes autorisées par le Maître d'ouvrage dans le cadre de l'opération. <p>Bien entendu, les mesures de sécurité à connaître ou à mettre en œuvre, définies dans la suite du présent chapitre en fonction des interventions, devront être respectées.</p> | | | |

| <i>Mesures d'identification du personnel</i> | Mise en Oeuvre | Suivi Entretien | Délais |
|---|------------------------|------------------------|------------------------------------|
| | Toutes les entreprises | Toutes les entreprises | Avt trvx - Maintenu pdt leur durée |
| L'apposition sur la tenue de travail ou sur le casque d'un signe d'appartenance à une société, ou le port d'un badge nominatif est à prévoir sur le chantier. | | | |

| <i>Liste nominative du personnel</i> | Mise en Oeuvre | Suivi Entretien | Délais |
|--|------------------------|------------------------|----------------|
| | Toutes les entreprises | Toutes les entreprises | Durée chantier |
| La liste nominative des personnes intervenantes autorisées à pénétrer sur le chantier doit être tenu à disposition sur site. | | | |

| <i>Encadrement des visiteurs</i> | Mise en Oeuvre | Suivi Entretien | Délais |
|---|----------------------------------|-----------------|----------------|
| | MOE, Toutes les entreprises, MOA | | Durée chantier |
| Les visiteurs seront obligatoirement accompagnés par une personne du chantier, que ce soit le Maître d'ouvrage, le Maître d'œuvre ou une entreprise, la sécurité du visiteur sera ainsi placée sous la tutelle du personnel accompagnant qui le dotera des équipements de protection individuelle obligatoires. | | | |

| <i>Inspecteurs, contrôleurs, formateurs...</i> | Mise en Oeuvre | Suivi Entretien | Délais |
|--|----------------------------------|-----------------|----------------|
| | MOE, MOA, Toutes les entreprises | | Durée chantier |
| Les contrôleurs, chauffeurs, formateurs, personnels chargés de la maintenance, commerciaux, etc... désignés par le Maître d'ouvrage, le Maître d'œuvre ou l'entreprise faisant appel à leurs services, peuvent intervenir sur le chantier à condition qu'ils soient accueillis et accompagnés par un représentant du donneur d'ordre connaissant le chantier. Ce dernier le dotera des protections individuelles nécessaires, et l'informera des risques et consignes de sécurité à respecter sur le chantier. | | | |

• **Modalités d'accès des entreprises contractantes et sous traitantes sur le chantier**

| <i>Inspection commune</i> | Mise en Oeuvre | Suivi Entretien | Délais |
|--|------------------------|-----------------|---------------|
| | Toutes les entreprises | MOA, MOE | Avant interv. |
| L'inspection commune avec le coordonnateur SPS est obligatoire pour toutes les entreprises, qu'elles soient contractantes ou sous traitantes, avant le début de leur intervention sur le chantier. Il appartient au chef d'entreprise ou son représentant de prendre contact 2 semaines minimum avant le début de ses travaux avec le Coordonnateur afin de réaliser l'inspection commune suscitée. RAPPEL : Le MOA a l'obligation de suspendre toutes activités par défaut d'IC (Article L.4744-1 à 6 Amende de 9000 euros) | | | |

| PPSPS | Mise en Oeuvre | Suivi Entretien | Délais |
|--|------------------------|-----------------|---------------|
| | Toutes les entreprises | MOE, MOA | Avant interv. |
| <p>En outre, sur les chantiers soumis à l'obligation d'établir un plan général de coordination, chaque entreprise, y compris les entreprises sous traitantes, appelée à intervenir à un moment quelconque des travaux, établit avant le début des travaux, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé. Ce plan est communiqué au Coordonnateur SPS par e-mail.</p> <p>Il est formellement interdit à une entreprise de commencer à travailler sur le chantier si son PPSPS n'a pas été élaboré et communiqué. Les entreprises veilleront d'ailleurs à laisser un exemplaire de leur PPSPS à disposition sur le chantier.</p> <p>RAPPEL : Le MOA a l'obligation de suspendre toutes activités par défaut de PPSPS (Article L.4744-1 à 6 Amende de 9000 euros)</p> | | | |

| PPSPS | Mise en Oeuvre | Suivi Entretien | Délais |
|--|------------------------|-----------------|---------------|
| | Toutes les entreprises | MOA, MOE | Avant interv. |
| <p>Sur les chantiers soumis à l'obligation d'établir un Plan Général de Coordination, chaque entreprise, y compris les entreprises sous-traitantes, appelée à intervenir à un moment quelconque des travaux, établit avant l'inspection commune, un projet de plan particulier de sécurité et de protection de la santé. Ce plan est communiqué au Coordonnateur SPS par e-mail.</p> <p>Ce projet de plan est mis à jour suite à l'inspection commune et avant le démarrage effectif des travaux.</p> <p>Il est formellement interdit à une entreprise de commencer à travailler sur le chantier si son PPSPS n'a pas été élaboré et communiqué. Les entreprises veilleront d'ailleurs à laisser un exemplaire de leur PPSPS à disposition sur le chantier.</p> | | | |

• Modalités d'accès des « prestataires » et fournisseurs-livreurs

| Fournisseurs - Livreurs | Mise en Oeuvre | Suivi Entretien | Délais |
|--|----------------------------------|-----------------|----------------|
| | MOA, MOE, Toutes les entreprises | | Durée chantier |
| <p>Lorsque le Maître d'œuvre, le Maître d'ouvrage ou une entreprise reçoit un fournisseur, un livreur, un représentant est chargé de l'accueillir à l'entrée du chantier, de le guider et l'accompagner dans ces déplacements sur le chantier. Le représentant du Maître d'ouvrage, du Maître d'œuvre ou de l'entreprise lui fournit les équipements de protection individuelle nécessaires s'il n'en est pas déjà pourvu.</p> <p>Selon besoin, un plan d'accès aux différentes zones de chantier lui sera communiqué.</p> <p>Le "Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en sécurité" (application de la recommandation R 476) est à la disposition des entreprises dans ce but afin de faciliter l'intervention de leurs livreurs : cf. DHOL en annexe.</p> | | | |

| Fournisseurs - Livreurs | Mise en Oeuvre | Suivi Entretien | Délais |
|---|----------------|-----------------|----------------|
| | | | Durée chantier |
| <p>Les modalités d'accès et éventuellement de manutention des éléments à charger ou décharger, sont à organiser par l'entreprise destinataire du colis. Cette dernière assurera la coordination de l'intervention, en tenant compte de l'environnement et des travaux en cours sur le chantier. Elle se rapprochera du Maître d'œuvre selon nécessité afin de tenir compte du planning général des travaux.</p> | | | |

- Règles et consignes particulières au chantier

| <i>Horaires de chantier</i> | Mise en Oeuvre | Suivi Entretien | Délais |
|---|------------------------|------------------------|----------------|
| | Toutes les entreprises | MOA | Durée chantier |
| Le chantier sera accessible de 08H00 à 18H00 durant les jours ouvrés. En dehors de cet horaire, une autorisation devra être délivrée (ces horaires pourront néanmoins être redéfinis d'un commun accord en réunion de chantier selon les nécessités de l'opération) | | | |
| <i>Zone fumeur du chantier</i> | Mise en Oeuvre | Suivi Entretien | Délais |
| | Toutes les entreprises | Toutes les entreprises | Durée chantier |
| Il est interdit de fumer sur les zones de travaux. | | | |
| <i>Contrôle d'accès</i> | Mise en Oeuvre | Suivi Entretien | Délais |
| | MOA | | Avant interv. |
| L'accès au bâtiment se fera à l'aide d'un badge délivré par le MOA | | | |

MESURES GENERALES LIEES A L'ENVIRONNEMENT, A L'EXISTANT ET AU SITE

- **Accès au site du chantier**

| <i>Voirie d'accès extérieure au chantier</i> | Mise en Oeuvre | Suivi Entretien | Délais |
|--|------------------------|------------------------|----------------|
| | Toutes les entreprises | Toutes les entreprises | Durée chantier |
| Le site est accessible par la voie publique. | | | |

| <i>Voirie d'accès extérieure au chantier</i> | Mise en Oeuvre | Suivi Entretien | Délais |
|---|------------------------|------------------------|----------------|
| | Toutes les entreprises | Toutes les entreprises | Durée chantier |
| Le chemin permettant l'accès au site est étroit ce qui implique vigilance et limitation de vitesse. | | | |

| <i>Voirie d'accès interne au site en activité</i> | Mise en Oeuvre | Suivi Entretien | Délais |
|--|------------------------|------------------------|----------------|
| | Toutes les entreprises | Toutes les entreprises | Durée chantier |
| L'accès au chantier se fera par la porte 2 E Avenue de Marbotte de l'établissement. | | | |
|  | | | |

| <i>Voirie d'accès interne au site en activité</i> | Mise en Oeuvre | Suivi Entretien | Délais |
|---|-----------------------------|------------------------|----------------|
| | MOA, Toutes les entreprises | Toutes les entreprises | Durée chantier |
| Les entreprises respecteront l'itinéraire de l'ascenseur de gauche en partant du RDC. A charge du MOA de mettre en place la signalisation comme définie dans le ICCE. Les accès aux autres zones de l'établissement sont interdites au personnel du chantier. | | | |

| <i>Signalisation d'accès au chantier</i> | Mise en Oeuvre | Suivi Entretien | Délais |
|---|----------------|-----------------|------------------------------------|
| | MOA | | Avt trvx - Maintenu pdt leur durée |
| Une signalisation/fléchage approprié sera mis en place à l'intérieur de l'établissement par le MOA. | | | |

- **Environnement du chantier**

| <i>Autorisation de voirie</i> | Mise en Oeuvre | Suivi Entretien | Délais |
|---|------------------------|------------------------|------------------------------------|
| | Toutes les entreprises | Toutes les entreprises | Avt trvx - Maintenu pdt leur durée |
| Les consignes d'occupation de zone et de circulation routière et/ou piétonne, relatives à l'autorisation de voirie délivrée par les services publics concernés, doivent être respectées par l'ensemble des intervenants de l'opération. | | | |

- **Etat de l'existant et particularités du site**

| <i>Travaux de démolition et de déconstruction de l'ouvrage</i> | Mise en Oeuvre | Suivi Entretien | Délais |
|--|------------------------|------------------------|----------------|
| | Toutes les entreprises | Toutes les entreprises | Durée chantier |
| Les mesures de protection et de balisage seront adaptées aux travaux et mis en œuvre par l'entreprise qui génère le risque (barrière, signalisation...). Le mode opératoire sera intégré au PPSPS de l'entreprise. | | | |

| <i>Équipements et installations en service</i> | Mise en Oeuvre | Suivi Entretien | Délais |
|--|-------------------|-----------------|----------------|
| | CVC , ELECTRICITE | MOE | Durée chantier |
| L'ouvrage existant comprend des équipements et autres installations en service (machines, moteurs...) dont la mise en sécurité doit être effectuée avant l'intervention des entreprises. | | | |

- **Réseaux existants liés à l'ouvrage**

| <i>Réseaux divers maintenus en service</i> | Mise en Oeuvre | Suivi Entretien | Délais |
|--|------------------|-----------------|------------------------------------|
| | ELECTRICITE, CVC | MOE, MOA | Avt trvx - Maintenu pdt leur durée |
| Des réseaux sont maintenus en service durant les travaux : signaler et protéger les réseaux concernés dans les zones de travaux selon configuration. | | | |

- Matériaux dangereux existants

| <i>Amiante</i> | Mise en Oeuvre | Suivi Entretien | Délais |
|---|----------------|-----------------|----------------|
| | | | Durée chantier |
| L'ouvrage ayant fait l'objet d'un permis de construire postérieur au 1er juillet 1997 , la présence d'amiante s'avère sans objet. | | | |

| <i>Plomb</i> | Mise en Oeuvre | Suivi Entretien | Délais |
|---|----------------|-----------------|----------------|
| | | | Durée chantier |
| L'ouvrage ayant été construit postérieurement à 1994 , la présence de plomb s'avère sans objet. | | | |

INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES PROCHES DU CHANTIER

- **Activités ou établissements proches du chantier**

| | Mise en Oeuvre | Suivi Entretien | Délais |
|---|---|---|----------------|
| Règles générales activités ou établissements | DEMOLITION - PLATRERIE - PEINTURE | DEMOLITION - PLATRERIE - PEINTURE | Durée chantier |

Le chantier doit être rendu clos et indépendant d'un établissement voisin, maintenu en activité. En règle générale, l'accès à l'établissement voisin est interdit au personnel du chantier. Si cet accès s'avère nécessaire, le responsable de l'établissement concerné en précisera les conditions pratiques telles que les horaires, les itinéraires, les zones interdites, la matérialisation des zones dangereuses, l'accompagnement, les consignes, etc.... Il communiquera par écrit au Maître d'ouvrage, au Maître d'œuvre et au Coordonnateur SPS ces conditions d'accès.

| | Mise en Oeuvre | Suivi Entretien | Délais |
|-----------------------------|------------------------|------------------------|----------------|
| Activités mitoyennes | Toutes les entreprises | Toutes les entreprises | Durée chantier |

Le chantier est situé à l'intérieur de l'ouvrage existant, qui restera en exploitation pendant toute la durée du chantier, avec une circulation de véhicules et de piétons. Les accès à l'ouvrage existant empruntés par les personnes extérieures au chantier seront maintenus libres et dégagés en toutes circonstances.

| | Mise en Oeuvre | Suivi Entretien | Délais |
|---|------------------------|------------------------|----------------|
| Nuisances générées par le chantier | Toutes les entreprises | Toutes les entreprises | Durée chantier |

Afin de limiter les nuisances relatives aux opérations de démolition et de construction vis à vis du voisinage, les entreprises veilleront :

- à limiter leur intervention dans le périmètre de chantier,
- à limiter au maximum dans la mesure du possible les travaux générateurs de bruit ou de vibrations, et de poussières...,
- à respecter des horaires visant à réduire au maximum les nuisances citées ci-dessus.

- **Chantier situé à l'intérieur d'un site en activité**

| | Mise en Oeuvre | Suivi Entretien | Délais |
|--|---|---|----------------|
| Règles générales chantier situé à l'intérieur d'un site en activité | DEMOLITION - PLATRERIE - PEINTURE | DEMOLITION - PLATRERIE - PEINTURE | Durée chantier |

Le chantier est clôturé à l'intérieur du site en activité. Mise à part la **voie de circulation commune** à l'activité du site et au chantier, les accès aux autres zones

de l'établissement en activité sont interdits au personnel du chantier. Si cela s'avérait nécessaire, des interventions pourront néanmoins s'effectuer dans le cadre du plan de prévention établi entre l'exploitant et les entreprises concernées tel que prévu par le code du travail. Le responsable de l'établissement précisera au travers de ce plan les conditions pratiques d'accès et de travail tels que les horaires, itinéraires, zones interdites, matérialisation des zones dangereuses, équipements utilisés, consignes et mesures de prévention, etc... Des règles spécifiques et complémentaires seront en outre rendues obligatoires. Le matériel éventuellement mis à disposition des entreprises par l'exploitant fera l'objet de consignes particulières intégrées au plan de prévention.

INSTALLATIONS DE CHANTIER ET DE CANTONNEMENT

| <i>Introduction</i> | Mise en Oeuvre | Suivi Entretien | Délais |
|---|-----------------------------|------------------------|----------------|
| | MOA, Toutes les entreprises | Toutes les entreprises | Durée chantier |
| Le présent chapitre traite des installations de chantiers prévues dans le cadre de l'opération. | | | |

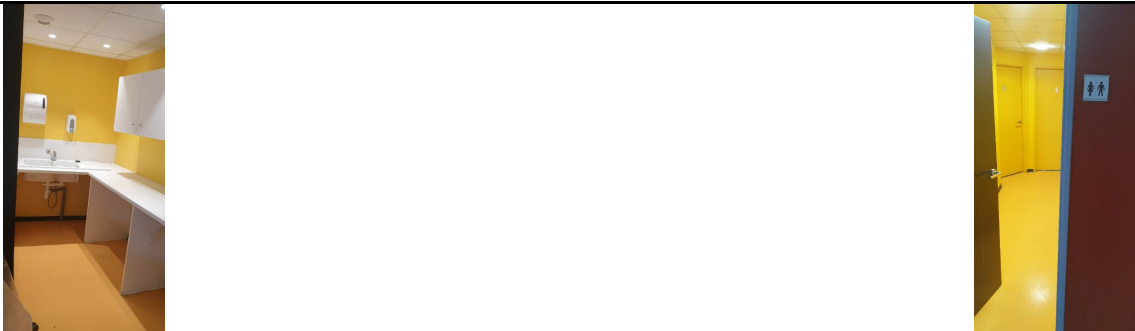
• Plan d'installation de chantier

| <i>Plan d'installation de chantier</i> | Mise en Oeuvre | Suivi Entretien | Délais |
|--|--|--|----------------|
| | DEMOLITION - PLATRERIE - PEINTURE, MOE | MOE, DEMOLITION - PLATRERIE - PEINTURE | Avt arriv. Ent |
| Un projet de plan d'installation de chantier reprenant l'ensemble des contraintes et des installations du chantier doit être établi par le Maître d'oeuvre, il sera mis à jour autant que nécessaire. Il permettra aux divers intervenants de préparer leurs interventions et de gérer au mieux l'utilisation de l'espace. | | | |

• Clôture de chantier

| <i>Clôture : généralités</i> | Mise en Oeuvre | Suivi Entretien | Délais |
|--|---|---|--------|
| | DEMOLITION - PLATRERIE - PEINTURE | DEMOLITION - PLATRERIE - PEINTURE | |
| <p>Une clôture répondant au règlement municipal doit être installée et maintenue en état en périphérie du chantier pendant toute la durée des travaux afin d'éviter les risques d'intrusion de personnes non autorisées dans la zone (tiers et public notamment).</p> <p>Cette clôture doit être constituée d'éléments rigides, jointifs, de hauteur supérieure à 2 mètres, capables de s'opposer à la pénétration d'une personne dans l'enceinte du chantier et sera munie:</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'un portail d'accès muni d'un dispositif de fermeture verrouillable destiné à interdire l'accès durant les périodes d'inactivité (nuit, week-end,...), • de panneaux "Chantier interdit au public", • de pictogrammes des équipements de protection individuelle obligatoires. <p>Les panneaux réglementaires « Chantier interdit au public » et « Port du casque et des chaussures de sécurité obligatoires » seront mis en place sur le portail d'accès et sur la périphérie de la clôture à intervalles réguliers.</p> | | | |

- Cantonnements**

| <i>Cantonnement installé dans l'existant</i> | Mise en Oeuvre | Suivi Entretien | Délais |
|---|----------------|-----------------------------|----------------|
| | MOA | MOA, Toutes les entreprises | Durée chantier |
| <p>Lorsque le cantonnement est installé dans des locaux existants, les installations électriques, les installations de production et de distribution d'eau chaude et froide, de chauffage, de ventilation et d'assainissement, d'éclairage (y compris naturel), de protection et de lutte contre l'incendie doivent être conformes aux dispositions réglementaires applicables aux lieux de travail.</p> <p>Mise à disposition des sanitaires et de la cuisine.</p> <p>A charge de l'entreprise concernée de mettre en place table, chaises, frigo, micro-ondes et les consommables</p> | | | |
|  | | | |

| <i>Cantonnement installé dans l'existant</i> | Mise en Oeuvre | Suivi Entretien | Délais |
|--|----------------|-----------------|----------------|
| | MOA | | Durée chantier |
| <p>Le cantonnement sera installé totalement ou partiellement dans les locaux existants tel que décrit ci-dessous :</p> <p>Sanitaires: 1H/1F</p> <p>Vestiaires: Compagnons venir en tenu de travail</p> <p>Réfectoire: 1</p> | | | |

- Parking véhicules**

| <i>Stationnement véhicules personnels</i> | Mise en Oeuvre | Suivi Entretien | Délais |
|--|------------------------|------------------------|----------------|
| | Toutes les entreprises | Toutes les entreprises | Durée chantier |
| Le stationnement des véhicules personnel est prévu sur voie publique | | | |

| <i>Stationnement véhicules utilitaires et de chantier</i> | Mise en Oeuvre | Suivi Entretien | Délais |
|--|------------------------|------------------------|----------------|
| | Toutes les entreprises | Toutes les entreprises | Durée chantier |
| Le stationnement des véhicules sur la zone de travaux devra être limité aux opérations de chargement et déchargement puis devront repartir sur les voies publiques | | | |

- **Utilités**

| <i>Alimentation électrique de la zone de travaux</i> | Mise en Oeuvre | Suivi Entretien | Délais |
|---|------------------------|------------------------|----------------|
| | Toutes les entreprises | Toutes les entreprises | Durée chantier |
| Utilisation possible de l'alimentation électrique existante | | | |

| <i>Eclairage des postes de travail</i> | Mise en Oeuvre | Suivi Entretien | Délais |
|--|------------------------|------------------------|----------------|
| | Toutes les entreprises | Toutes les entreprises | Durée chantier |
| L'éclairage et le niveau d'éclairement du poste de travail sont à la charge de chaque entreprise intervenante. | | | |

- **Nettoyage et évacuation des déchets**

| <i>Règles générales nettoyage et évacuation des déchets</i> | Mise en Oeuvre | Suivi Entretien | Délais |
|---|------------------------|------------------------|----------------|
| | Toutes les entreprises | Toutes les entreprises | Durée chantier |
| Le nettoyage et le rangement du chantier sera réalisé quotidiennement par chaque entreprise. En cas de carence, le Maître d'œuvre pourra faire nettoyer les déchets des entreprises par un prestataire extérieur, dont le coût sera mis à la charge des entreprises responsables. | | | |

| <i>Gestion des déchets</i> | Mise en Oeuvre | Suivi Entretien | Délais |
|--|---|---|--------------------|
| | DEMOLITION - PLATRERIE - PEINTURE | DEMOLITION - PLATRERIE - PEINTURE | Durée intervention |
| Des bennes correspondants aux différents produits à évacuer seront mises en place sur le chantier selon besoins. Elles seront vidées ou remplacées régulièrement. Chaque entreprise a dans tous les cas l'obligation de procéder à l'élimination systématique de ses rebuts et déchets par tous moyens appropriés. | | | |

| <i>Gestion des déchets</i> | Mise en Oeuvre | Suivi Entretien | Délais |
|---|------------------------|------------------------|----------------|
| | Toutes les entreprises | Toutes les entreprises | Durée chantier |
| L'évacuation des déchets et matériaux générés par les corps d'état dans le cadre des travaux sera réalisé quotidiennement par les entreprises concernées. | | | |

ORGANISATION DES SECOURS

| <i>Introduction</i> | Mise en Oeuvre | Suivi Entretien | Délais |
|--|------------------------|------------------------|----------------|
| | Toutes les entreprises | Toutes les entreprises | Durée chantier |
| Le présent chapitre traite les consignes prévues pour appel des secours ainsi que l'organisation prévue. | | | |

• Moyens d'alerte

| <i>Appel des secours</i> | Mise en Oeuvre | Suivi Entretien | Délais |
|---|------------------------|------------------------|----------------|
| | Toutes les entreprises | Toutes les entreprises | Durée chantier |
| <p>Alerter directement les sapeurs pompiers en composant le N °18 (112) à partir d'un téléphone portable à prévoir par chaque entreprise :</p> <ul style="list-style-type: none"> • préciser le lieu de l'accident/incendie : adresse de l'opération, localisation..., • attendre l'arrivée du véhicule de secours et le diriger sur le lieu de l'accident/incendie, • donner tous renseignements relatifs à l'accident/incendie. <p>Nota : la vérification de la liaison avec le réseau radiotéléphone concerné est du ressort de chaque entreprise.</p> | | | |

• Moyens de secours

| <i>Incendie</i> | Mise en Oeuvre | Suivi Entretien | Délais |
|---|------------------------|------------------------|----------------|
| | Toutes les entreprises | Toutes les entreprises | Durée chantier |
| En cas d'incendie, les entreprises utiliseront leurs moyens propres (extincteurs notamment) en attendant l'arrivée des secours. | | | |



| Sauveteurs secouristes du travail | Mise en Oeuvre | Suivi Entretien | Délais |
|---|------------------------|------------------------|----------------|
| | Toutes les entreprises | Toutes les entreprises | Durée chantier |
| Les entreprises disposant de sauveteurs secouristes le signaleront dans leur PPSPS. Les secouristes du travail seront identifiés par un signe distinctif. <u>Nota</u> : les entreprises s'assureront de la présence effective à proximité de leur zone d'intervention d'un Sauveteur Secouriste du Travail, faisant partie ou non de leur personnel. | | | |

| Trousse de premiers soins | Mise en Oeuvre | Suivi Entretien | Délais |
|--|------------------------|------------------------|----------------|
| | Toutes les entreprises | Toutes les entreprises | Durée chantier |
| Chaque entreprise doit prévoir sur son chantier les moyens d'assurer les premiers soins à une personne blessée, notamment par la mise à disposition d'une trousse de premiers secours destinée à être utilisée par une personne formée au Sauveteur Secourisme du Travail. | | | |

MESURES GENERALES D'ORGANISATION ET DE COORDINATION

| <i>Introduction</i> | Mise en Oeuvre | Suivi Entretien | Délais |
|---|----------------|-----------------|----------------|
| | MOE | | Durée chantier |
| Le présent chapitre traite des mesures d'organisation et de coordination de l'opération en matière de prévention. | | | |

- Planification et coactivité**

| <i>Planification de chantier</i> | Mise en Oeuvre | Suivi Entretien | Délais |
|---|-----------------------------|------------------------|----------------|
| | Toutes les entreprises, MOE | Toutes les entreprises | Durée chantier |
| Le planning d'exécution des travaux établi par le Maître d'œuvre intégrera, avec des délais compatibles à la prévention, les risques de coactivité. | | | |

| <i>Coactivité des interventions simultanées ou successives</i> | Mise en Oeuvre | Suivi Entretien | Délais |
|--|------------------------|------------------------|----------------|
| | Toutes les entreprises | Toutes les entreprises | Durée chantier |
| <p>La coactivité due à des interventions simultanées ou successives d'entreprises, impose la mise en œuvre de mesures de prévention dans le respect des Principes Généraux de Prévention :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les interventions des entreprises seront organisées, autant que possible, de manière à supprimer les coactivités génératrices de risques, • chaque entreprise recherchera et mettra en œuvre des solutions permettant d'éviter que l'exécution d'un travail particulier conduise à l'enlèvement temporaire d'une protection collective, • la réalisation des protections collectives définitives intégrées dans l'ouvrage, des accès définitifs, sera préférée à l'installation de protections et d'accès provisoires de chantier, • les travaux incompatibles feront l'objet d'un repérage particulier dans le planning afin de supprimer les coactivités (amiante, plomb, utilisation de produits inflammables et/ou explosifs, montage, démontage d'éléments préfabriqués lourds, etc.), • lorsque la planification des interventions d'entreprises laisse subsister un risque de coactivité, l'intervenant qui génère le risque mettra en place des moyens de prévention collective de manière à l'éviter ou le réduire, • toute zone de travail à risque (chute d'objets, manutention de matériel, zone de montage, d'essais, etc.) sera signalée par tout moyen adapté (balisage, chaînette, panneau, etc...), par l'entreprise générant le risque, avec selon nécessité suite à l'évaluation de ce risque, une surveillance de ces zones par une ou plusieurs personnes chargées d'en interdire l'accès, • l'entreprise qui investit une zone du chantier, ou de l'ouvrage, est tenue de vérifier qu'elle ne présente pas de danger avant d'y faire travailler son personnel. Toute anomalie doit être signalée au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS. | | | |

- Circulation du personnel**

| Règles générales relatives aux circulations du personnel | Mise en Oeuvre | Suivi Entretien | Délais |
|---|------------------------|------------------------|----------------|
| | Toutes les entreprises | Toutes les entreprises | Durée chantier |
| <p>Les accès temporaires qu'ils soient utilisés en commun ou propres à une entreprise, doivent rester libres de tout encombrement, stockage de matériels, matériaux, outils etc... afin de limiter les risques d'accidents de plain-pied et les chutes de hauteur. Les câbles électriques, flexibles, canalisations souples, etc... seront de préférence maintenus fixés sur les montants extérieurs des garde-corps de manière à ne pas entraver la circulation. Les dispositifs de protection collective seront conçus et installés de façon à éviter leur interruption au droit des accès, notamment du fait de l'utilisation d'une échelle ou d'un escalier. Lorsque cette interruption est nécessaire, des mesures d'adaptation seront prises pour assurer une sécurité équivalente. Toute personne qui constate une dégradation ou un défaut de protections collectives au niveau des accès provisoires doit prévenir sans délai son responsable hiérarchique ainsi que l'entreprise chargée de la maintenance des protections.</p> | | | |

- Protections collectives**

| Démolitions | Mise en Oeuvre | Suivi Entretien | Délais |
|---|---|---|----------------|
| | DEMOLITION - PLATRERIE - PEINTURE | DEMOLITION - PLATRERIE - PEINTURE | Durée chantier |
| <p>Mise en œuvre des mesures de protection nécessaires aux travaux de démolition par l'entreprise concernée. Les travaux seront réalisés en dehors de la présence d'autres entreprises par réservation de zone et/ou mesure planning. Les protections, clôtures et balisage nécessaires vis-à-vis des autres entreprises, des tiers et de l'environnement seront installées par l'entreprise concernée.</p> | | | |

| Règles d'utilisation des protections collectives | Mise en Oeuvre | Suivi Entretien | Délais |
|--|------------------------|------------------------|----------------|
| | Toutes les entreprises | Toutes les entreprises | Durée chantier |
| <p>De manière générale, tout intervenant sur le chantier, a la responsabilité de vérifier personnellement et à tout moment la stricte et constante application des dispositions réglementaires destinées à assurer la sécurité de son personnel. Cette vérification doit l'amener, lorsque les protections collectives ne sont pas installées ou lorsque celles en place s'avèrent insuffisantes ou inadaptées aux risques encourus, à mettre en œuvre à ses frais, les protections nécessaires et à en assurer la maintenance jusqu'à la prise en charge par un autre entrepreneur. Lorsqu'une entreprise est contrainte d'enlever temporairement une protection collective, en particulier une protection contre les risques de chute (garde-corps ou partie de garde-corps, platelage, obturation de trémie ou réservation,...) afin de réaliser un travail particulier, elle ne pourra entreprendre ce travail sans avoir au préalable adopté les mesures de sécurité compensatoires efficaces, aussi bien pour son propre personnel que pour l'ensemble des intervenants sur le chantier. Après l'interruption ou la fin de ce travail particulier, l'entreprise mettra en place les dispositifs de protection collective assurant un niveau de sécurité équivalent. En cas de carence d'une entreprise concernant la mise en place de protections collectives dont l'absence est de nature à causer un risque, le maître d'œuvre fera poser ces protections par une entreprise de son choix, aux frais de l'entreprise défaillante. Toute personne qui constate une dégradation ou un défaut de protections collectives doit prévenir immédiatement son responsable hiérarchique ainsi que l'entreprise chargée de la maintenance des protections.</p> | | | |

• **Manutentions et levage**

| Conditionnement des matériels et matériaux manutentionnés | Mise en Oeuvre | Suivi Entretien | Délais |
|---|--|---|----------------|
| | Toutes les entreprises | Toutes les entreprises | Durée chantier |
| Les matériels et matériaux seront conditionnés de façon à ce que leur manutention soit compatible avec les dispositifs d'élingage ou de maintien prévus des charges déplacées. Les systèmes utilisés doivent éliminer les risques de chute intempestive d'objets, éléments ou parties de charge lors du levage. | | | |
| Ascenseurs et monte-charges | Mise en Oeuvre | Suivi Entretien | Délais |
| | DEMOLITION - PLATRERIE - PEINTURE, MOA | DEMOLITION - PLATRERIE - PEINTURE | Durée chantier |
| <p>L'utilisation des ascenseurs ou monte-charges existants et/ou à réaliser du bâtiment est à privilégier selon les besoins afin de faciliter les approvisionnements en étage de l'ensemble des corps d'état. Dans ce cas il y a lieu de mettre en oeuvre les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • vérifications réglementaires initiale et périodique, • protection de la cabine, • consignes d'utilisation et affichage obligatoire, • entreprise et personne chargée des dépannages et de la maintenance, • remise en état en fin d'opération. | | | |

• **Equipements de travail communs**

| Échafaudages utilisés par plusieurs entreprises | Mise en Oeuvre | Suivi Entretien | Délais |
|---|------------------------|------------------------|------------------------------------|
| | Toutes les entreprises | Toutes les entreprises | Avt trvx - Maintenu pdt leur durée |
| <p>Selon nécessité et après concertation des entrepreneurs concernés tel que spécifié aux § « Utilisation de moyens communs » ci dessus, l'utilisation d'un échafaudage par plusieurs corps d'état peut se concrétiser dans la mesure où les consignes de prévention suivantes sont respectées.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Chaque entreprise doit s'assurer avant l'utilisation de l'échafaudage, et quotidiennement, de sa conformité, son bon état et son adéquation aux travaux prévus. Cette vérification doit être réalisée par une personne compétente de chaque entreprise. En cas d'anomalie, stopper l'intervention, procéder à une signalisation de la zone dangereuse et prévenir le responsable de l'échafaudage. • Les modifications de l'échafaudage sont formellement interdites. Seule l'entreprise chargée du montage et de son entretien, est habilitée à modifier l'équipement. • Les adaptations éventuelles doivent faire l'objet d'une demande auprès du responsable de l'échafaudage. | | | |

- Equipements, matériels, matériaux et produits : stockage et utilisation**

| <i>Equipements, matériaux et matériels : stockage</i> | Mise en Oeuvre | Suivi Entretien | Délais |
|---|------------------------|------------------------|----------------|
| | Toutes les entreprises | Toutes les entreprises | Durée chantier |
| <p>Le stockage de matériels et matériaux sur le chantier doit garantir une circulation aisée du personnel et des véhicules/engins, que ce soit en extérieur ou en intérieur.</p> <p>Les stockages doivent être organisés par chaque entreprise de manière à faciliter l'accès de son personnel ainsi que la mise en œuvre des équipements destinés aux interventions et aux manutentions nécessaires à leur gestion.</p> <p>Selon la nature du stockage et son emplacement, un balisage pourra s'avérer nécessaire afin d'interdire son accès aux personnels non autorisés.</p> <p>Les matériaux et matériels devront être correctement stockés, lestés ou arrimés afin d'éviter les projections intempestives notamment par vent fort.</p> | | | |

| <i>Equipements, matériaux et matériels : stockage</i> | Mise en Oeuvre | Suivi Entretien | Délais |
|---|--------------------------|--------------------------|----------------|
| | REVETEMENTS SOLS SOUPLES | REVETEMENTS SOLS SOUPLES | Durée chantier |
| <p>Les produits et matériaux dangereux seront stockés à l'extérieur de l'ouvrage ou dans des locaux prévus à cet effet (ventilation, accès limité...). Une signalisation appropriée sera mis en place par l'entreprise concernée afin d'informer le personnel de chantier de leur présence.</p> | | | |

| <i>Matériaux et produits dangereux : utilisation</i> | Mise en Oeuvre | Suivi Entretien | Délais |
|---|--------------------------|--------------------------|----------------|
| | REVETEMENTS SOLS SOUPLES | REVETEMENTS SOLS SOUPLES | Durée chantier |
| <p>La mise en œuvre des mesures de prévention adaptées à chaque produit ou matériaux est à la charge de l'entreprise concernée. Ces mesures doivent garantir la sécurité de son propre personnel mais également la sécurité du personnel des autres entreprises et des tiers. Elles seront détaillées dans le PPSPS de l'entreprise qui intégrera également les fiches du fabricant et les fiches de données sécurité des produits concernés.</p> | | | |

- Travaux particuliers**

| <i>Travaux avec feu, points chauds ou générateurs d'étincelles</i> | Mise en Oeuvre | Suivi Entretien | Délais |
|--|-----------------------------|------------------------|------------------------------------|
| | Toutes les entreprises, MOA | Toutes les entreprises | Avt trvx - Maintenu pdt leur durée |
| <p>Lorsque des travaux avec feu (soudure, meulage, tronçonnage ...) sont accomplis sur le chantier, des écrans et/ou des bâches de protection doivent être mis en œuvre par l'entreprise générant ce risque interfèrent avec les autres entreprises (risque de blessures) ou l'environnement (risque incendie). Des extincteurs à charge des entreprises concernées sont à prévoir à chaque poste de travail afin de pouvoir lutter contre un éventuel départ de feu. Il appartient à l'entreprise de s'assurer par tous moyens nécessaires de l'absence de possibilité de départ d'incendie après la fin de son intervention.</p> | | | |

- Essais et mise en service des installations de l'ouvrage

| <i>Essai et mise sous tension des réseaux et équipements électriques</i> | Mise en Oeuvre | Suivi Entretien | Délais |
|---|----------------|-----------------|----------------|
| | ELECTRICITE | MOA, MOE | Durée chantier |
| Le lot électricité concerné a en charge de contrôler la mise sous tension des installations définitives de l'ouvrage qu'il a réalisées. L'accès aux dispositifs de commande doit être interdit matériellement (sectionneurs cadenassés, armoires verrouillées...) aux personnes non autorisées. De plus, une signalisation sera apposée par le lot électricité concerné selon besoin. | | | |

ANNEXES

DHOL

Document Harmonisé des Organisations de Livraisons _DHOL_.pdf

PERMIS DE FEU

Permis de Feu.pdf

DROIT DES CHANTIERS

Ce qu'il faut savoir sur le permis de feu

Le permis de feu est un document opérationnel créé à l'initiative des assureurs afin de limiter le risque incendie lors de la réalisation de travaux par « points chauds ». Il comporte un certain nombre de consignes de sécurité devant être respectées avant, pendant et après les travaux.



**PAR CYRIL CROIX et
PAULINE TREILLE,**
avocats, cabinet Seban & associés

Qu'est-ce que le permis de feu ?

Le permis de feu est un « document autorisant l'exécution de travaux par points chauds. Il a pour but de prendre toute mesure de prévention contre les risques d'incendie ou d'explosion à l'occasion de travaux et de définir les moyens et mesures nécessaires pour prévenir et lutter contre tout début d'incendie pouvant intervenir à cette occasion » (article GH 3 de l'annexe I de l'arrêté du 30 décembre 2011).

Quels sont les textes imposant le recours au permis de feu ?

Les dispositions légales prescrivant le recours à un permis de feu sont éparpillées (voir encadré textes de référence p.32) :

- ordonnance préfectorale n° 70-15.134 du 16 février 1970 (opérations de soudure ou de découpage par appareils thermiques) ;
- articles R. 4511-1 et R. 4512-2 du Code du travail (travaux réalisés dans un établissement par une entreprise extérieure) ;
- articles R.4227-1 et suivants, R.4216-1 et suivants et L.4121-1 du C. trav. (santé et sécurité au travail) ;
- article R.4512-7 du C. trav. et article 1^{er}, 21^e de l'arrêté du 19 mars 1993 fixant la liste des travaux dangereux pour lesquels il est établi par écrit un plan de prévention ;
- arrêtés du 8 décembre 2011 et du 13 octobre 2010 relatifs à des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- arrêté du 5 août 2002 « relatif à la prévention des sinistres dans les entrepôts couverts soumis à autorisation sous la rubrique 1510 » ;
- arrêté du 25 juin 1980 (règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public) ;
- arrêté du 30 décembre 2011 (règlement de

sécurité pour la construction des immeubles de grande hauteur et leur protection contre les risques d'incendie et de panique).

Qui sont les rédacteurs et les signataires du permis de feu ?

Le permis de feu doit être rédigé par « une personne compétente et formée, connaissant les risques spécifiques des travaux par point chaud, les dangers propres à l'entreprise ainsi que les actions de prévention et de protection pour les éviter ».

Il doit faire l'objet d'une triple signature.

1. Par le donneur d'ordre : il s'agit du chef de l'entreprise utilisatrice dans laquelle sont réalisés les travaux ou bien son représentant. Le permis de feu doit être signé par la personne juridiquement responsable de l'entité pour le compte de laquelle les travaux sont réalisés.
2. Par la personne désignée pour la sécurité et la surveillance : selon le Centre national de prévention et de protection (CNPP), il s'agit de la personne « désignée par le chef de l'entreprise utilisatrice », qui « doit être formée à l'utilisation des moyens de lutte contre le feu placés à proximité du lieu de travail ». Elle sera nécessairement distincte de celle qui

exécutera les travaux « par points chauds ».

3. Par l'intervenant : il est défini par le CNPP comme « le responsable d'intervention et/ou opérateur qui réalise le travail par point chaud ».

Que contient le permis de feu ?

A minima, il doit comporter les informations suivantes :

- description des travaux réalisés ;
- risques identifiés lors de l'enquête préalable ;
- identité des signataires ;
- actions de prévention et de protection.

En quoi consistent les actions de prévention et de protection ?

Il s'agit des mesures devant être prises avant, pendant et après les travaux :

- vérification du parfait état de l'outillage et du matériel ;
- nettoyage de la zone de travail et aspiration des poussières ;
- pose des objets chauffés sur des supports ne craignant pas la chaleur ;
- présence d'une personne désignée pour la sécurité et la surveillance de l'intervention et chargée d'intervenir ultérieurement si nécessaire ;

CE QU'IL FAUT RETENIR

- Le permis de feu est un document obligatoire dépourvu de formalisme.
- Il a pour objectif de prévenir tout risque d'incendie et d'explosion pouvant être occasionné par des travaux dits par « points chauds », en contraignant les différents intervenants à analyser les risques encourus et en établissant des mesures de sécurité à mettre en œuvre avant, pendant et après les travaux.
- Le permis de feu doit :
 - être signé par le chef de l'entreprise utilisatrice (dans laquelle sont réalisés

les travaux), la personne désignée pour la sécurité et la surveillance et les intervenants réalisant les travaux ;

- être conservé, *a minima*, pendant toute la durée des travaux. Il est fortement conseillé de l'archiver afin de le conserver comme élément de preuve en cas de sinistre ;
- faire l'objet d'un suivi par ses signataires qui pourront voir engager leur responsabilité civile et/ou pénale en cas de sinistre.

FICHE PRATIQUE

– inspection du lieu de travail, des locaux contigus et des environs pouvant être concernés par les projections d'étincelles ou les transferts de chaleur [...].

Qui assure le respect du permis de feu ?

- Le chef de l'entreprise utilisatrice :
– « assure la coordination générale des mesures de prévention » (article R. 4511-5 du C. trav.) ;
– veille à l'exécution des mesures décidées et à la bonne diffusion des instructions aux travailleurs par les chefs des entreprises extérieures (articles R. 4511-5, R. 4513-1 alinéa 2 et R.4513-7 du C. trav.).
- Le chef de l'entreprise extérieure doit quant à lui informer les travailleurs « sur les dangers spécifiques auxquels ils sont exposés et les mesures de prévention prises » (article R. 4512-15 du C. trav.). Le suivi de l'application des mesures est également assuré par la réalisation d'une inspection commune périodique entre le chef de l'entreprise utilisatrice et le chef de l'entreprise extérieure (articles R. 4513-2 et 3 du C. trav.).

Quelle est la durée de validité du permis de feu ?

Si aucun texte ne définit cette durée, le CNPP précise que le permis est valable pour la durée des travaux mentionnée sur le document. Il doit être renouvelé chaque fois qu'un de ses éléments constitutifs est modifié : lieu, intervenants, nature des travaux, méthode et procédé de travail...

Lorsque les travaux sont réalisés dans un immeuble de grande hauteur (IGH), l'article GH 3 de l'annexe I de l'arrêté du 30 décembre 2011 précise que la validité du permis de feu « est limitée à un jour ou une opération. Dans ce dernier cas, la durée maximale de validité est de cinq jours au-delà desquels le permis de feu est renouvelé ».

Doit-on conserver le permis de feu ?

Aucun texte ne semble imposer la conservation du permis de feu délivré. Il est cependant fortement conseillé de conserver ce document, qui constitue la seule preuve de l'ensemble des mesures de sécurité prises par le maître d'ouvrage en réponse au risque d'incendie. Et ce, *a minima*, durant le temps de réalisation des mesures de sécurité après travaux.

Quelles sont les conséquences du non-respect du permis de feu ?

- Responsabilité civile du maître d'ouvrage et/ou des sociétés de travaux « par points chauds ».
- En cas d'incendie, le maître d'ouvrage pourra agir, sur le fondement de la responsabilité contractuelle, à l'encontre de la société de travaux par « points chauds » en application

de l'article 1147 du Code civil, le permis de feu faisant partie intégrante du contrat de travaux conclu. Le maître d'ouvrage devra apporter la preuve de la faute dans l'exécution du contrat, et plus précisément du permis de feu, par l'entreprise.

La jurisprudence exige la démonstration du non-respect des obligations de sécurité prévues au sein du permis de feu et/ou des règles de l'art auxquelles sont tenues les sociétés de travaux par « points chauds ». La société de travaux ne pourra s'exonérer de sa responsabilité totalement ou partiellement qu'en apportant la preuve que le sinistre provient d'une cause étrangère, d'un cas de force majeure ou d'un cas fortuit. A l'encontre du sous-traitant, le maître d'ouvrage peut agir sur le fondement de la responsabilité délictuelle en application des articles 1382 et suivants du Code civil. Il devra apporter la preuve d'une faute imputable au sous-traitant. La plupart du temps, le maître d'ouvrage se contentera d'agir contre l'entreprise avec laquelle il est contractuellement lié, à charge pour cette dernière d'agir à l'encontre de son sous-traitant, qui ne pourra s'exonérer qu'en démontrant l'existence des causes d'exonération précitées. En cas de propagation d'un incendie, les tiers victimes pourront engager la responsabilité du maître d'ouvrage en sa qualité de propriétaire ou d'occupant de l'immeuble concerné, sur le fondement de l'article 1384 du Code civil, ce qui nécessite la démonstration d'une faute imputable au maître d'ouvrage.

Ce dernier pourra faire valoir le respect du permis de feu afin de se voir exonérer. En présence d'un coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé (SPS), les obligations du maître d'ouvrage se trouveront assurées par celui-ci (article R.4532-13 du C. trav.).

- Responsabilité pénale du maître d'ouvrage et/ou des sociétés de travaux « par points chauds ».

Au titre de l'article 121-2 du Code pénal, la responsabilité pénale de la personne morale, à l'exclusion de l'Etat, peut être engagée pour toutes infractions commises « pour leur compte, par leurs organes ou représentants ». Plusieurs qualifications pénales pourront être envisagées selon que les travaux concernés auront causé un dommage effectif ou éventuel :

- délit d'homicide involontaire ou de blessures involontaires (articles 221-6 et s. et articles 222-19 et s. du Code pénal) ;
- délit de destruction, dégradation et/ou détérioration involontaire d'un bien par incendie (article 322-5 du Code pénal) ;
- délit de risque causé à autrui (article 223-1 du Code pénal). ■

TEXTES DE RÉFÉRENCES

• Arrêté du 30 décembre 2011 « portant règlement de sécurité pour la construction des immeubles de grande hauteur et leur protection contre les risques d'incendie et de panique ».

• Ordonnance préfectorale n°70-15.134 du 16 février 1970 « fixant des mesures de sécurité à observer lors des opérations de soudures ou de découpages par appareils thermiques ».

• Travaux réalisés dans un établissement par une entreprise extérieure : articles R.4511-1 et suivants du Code du travail.

• Circulaire DRT n°93-14 du 18 mars 1993 (non parue au JO), prise pour « l'application du décret n°92-158 du 20 février 1992 complétant le Code du travail et fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure (art. R. 237-1 à R. 237-28 du Code du travail) ».

• Arrêté du 8 décembre 2011 relatif « aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2910-C de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ».

• Arrêté du 13 octobre 2010 « relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°2713 ».

• Article 22 de l'arrêté du 5 août 2002 « relatif à la prévention des sinistres dans les entrepôts couverts soumis à autorisation sous la rubrique 1510 ».

• Arrêté du 25 juin 1980 « portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP) ».

PERMIS DE FEU

Ce document est rédigé à l'initiative du maître d'ouvrage. Il recueille les informations nécessaires à la prévention des incendies et explosions occasionnés par point chaud (soudage, découpage, meulage...). Il doit être joint au plan de prévention ou au PPSPS, le cas échéant.

L'opérateur doit être en possession de ce permis pour commencer ses travaux.

MAÎTRE D'OUVRAGE

Nom

CONSIGNES PARTICULIÈRES

résultant du type d'exploitation de l'établissement

Représenté par

Document(s) joints(s): ☐ Autres :

Fonction

☐ Consignes de sécurité incendie

Surveillant des travaux

☐ Plan d'évacuation incendie

Fonction

ENTREPRISE INTERVENANTE

RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS

INTERVENTION

Raison sociale

Localisation des travaux

Adresse

Tél.

Fax

Email

Représentée par

Début des travaux

Fin des travaux

date

heure

Opérateurs : Nom

Fonction

Habilitation

Description des travaux :

Risques identifiés liés à la structure :

Risques identifiés liés à l'environnement :

Risques identifiés liés à l'activité du site :

CONSIGNES DE SÉCURITÉ

Fait Sans
objet

Fait Sans
objet

AVANT LES TRAVAUX

S'assurer que le matériel utilisé est en parfait état.

☐ ☐

Éloigner, couvrir et protéger les installations à l'aide de moyens appropriés.

☐ ☐

S'assurer du dégazage complet des éléments, si les travaux sont effectués sur des volumes creux.

☐ ☐

S'assurer que toutes les ouvertures, fissures, interstices sont couverts.

☐ ☐

S'assurer que tout produit inflammable ou combustible soit largement éloigné du parcours des tuyaux et conduites à traiter.

☐ ☐

S'assurer que des moyens d'alarme et de lutte contre l'incendie sont présents à proximité immédiate du poste de travail.

☐ ☐

S'assurer que les dispositions nécessaires ont été prises pour éviter le déclenchement intempestif du système de détection ou d'extinction automatique.

☐ ☐

Autres prescriptions :

PENDANT LES TRAVAUX

Surveiller les projections incandescentes et leurs points de chute.

☐ ☐

Veiller à ne poser les objets chauffés que sur des supports propres et supportant la chaleur.

☐ ☐

Autres prescriptions :

APRÈS LES TRAVAUX

S'assurer que le système de détection ou d'extinction automatique a bien été remis s'il a été neutralisé pour les besoins de l'intervention.

☐ ☐

Inspecter le lieu de travail, les locaux adjacents et les environs pouvant être concernés par les projections d'étincelles ou les transferts de chaleur.

☐ ☐

Effectuer des inspections rigoureuses pendant 2 heures après la cessation du travail.

☐ ☐

Autres prescriptions :

CONSIGNES EN CAS D'URGENCE

Emplacement des moyens d'alerte :

Moyens de première intervention :

Numéro d'appel en cas d'urgence :

Le représentant du maître d'ouvrage

Date

Signature

Le représentant de l'entreprise intervenante

Date

Signature

| | |
|---|---|
|  | <h1 style="margin: 0;">D.H.O.L.</h1> <p style="margin: 0;">Document harmonisé d'organisation des livraisons en sécurité</p> <p style="margin: 0;"><i>(Application de la Recommandation R.476)</i></p> |
|---|---|

| Indice | Date | Objet des mises à jour | Nom du C. SPS APAVE | <input type="checkbox"/> |
|--------|------------|--|------------------------|--------------------------|
| 01 | 19/02/2025 | Rédaction initiale - DHOL joint au PGC | BABINSKI Christophe | 06 09 96 43 48 |
| | | | | |

| Partie à renseigner par le Coordonnateur SPS | | | |
|---|-------------------------------------|--|--|
| Adresse du chantier | 2 Avenue de Marbotte à Dijon | Coordonnées GPS | |
| Contraintes horaires de livraison | | Moyens mutualisés de levage et manutention PGC SPS | Manutention mécanique et/ou manuelle Utilisation de l'ascenseur |
| Autres renseignements utiles (Contraintes administratives, ...) | | | <div>Quai de chargement</div> <div> <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non </div> |

| Partie à renseigner par l'entreprise | | | | | |
|--|--|--|-------------------------------|--|-----------|
| Nom de l'entreprise | | | Adresse | | |
| Nom du réceptionnaire chargé de l'accueil des livraisons | | | Coordonnées du réceptionnaire | <input type="checkbox"/> | |
| Caractéristiques admissibles du véhicule sur le chantier | Gabarit : | PTAC : | | Autres caractéristiques : | |
| Présence d'un chef de manœuvre | <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non | Distance max zone déchargement / axe camion (en mètre) : | D max = m | Hauteur max zone déchargement (en mètre) : | H max = m |
| Présence de recettes à matériaux | <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non | Charge utile sur les recettes à matériaux : | | | |
| Présence de réseaux aériens dans un rayon de 50 m | <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non | Electrique : | Gaz : | Produit chimique : | Autre : |
| Présence de réseaux souterrains | <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non | Electrique : | Gaz : | Produit chimique : | Autre : |
| Appareil de levage utilisé pour l'opération | <input type="checkbox"/> Grue de chargement (grue auxiliaire) | | | | |
| | <input type="checkbox"/> Appareil de levage propre au chantier | | | | |
| | <input type="checkbox"/> Appareil à charge du fournisseur | | | Type : | |
| Signalement de co activités prévisibles le | Description : | | | | |

| | |
|----------------------|-------------------------|
| jour de la livraison | |
| | Mesures de prévention : |

Plan d'installation de chantier

- Consignes de sécurité :
 - Consignes d'accès, de circulation et de stationnement sur le chantier
 - Consigne « conduite à tenir en cas d'accident – Appel des secours »